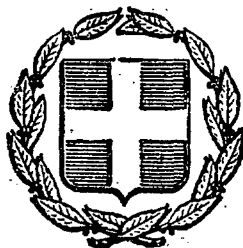


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 19 ΜΑΪΟΥ 1986 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 67

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1596

Κύρωση του Πρωτοκόλλου για τα προνόμια και του Πρωτοκόλλου για τις ασυλίες του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος:

1. Το Πρωτόκολλο για τα προνόμια και

2. Το Πρωτόκολλο για τις ασυλίες του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος, που υπογράφηκαν στις Βρυξέλλες στις 23—24 Ιούλη 1984, των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική και ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

Protocole sur les privilèges de la Fontation Européene

LES ETATS SIGNATAIRES DE L'ACCORD instituant une Fondation européenne, signé à Bruxelles le 29 mars 1982,

DESIREUX de définir les privilèges nécessaires au bon fonctionnement de cette Fondation,

SONT CONVENUS des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER
REGIME APPLICABLE A LA FONDATION

Article 1

1. Dans le cadre de ses activités officielles, la Fondation, ses avoirs, ses revenus et ses autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

2. Lorsque la Fondation effectue des achats important de biens ou de services strictement nécessaires à l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits indirects ou des taxes à la vente, les Etats signataires du présent protocole, ci-après dénommés «Etats signataires», prennent les mesures nécessaires à la remise ou au remboursement du montant des droits et taxes de cette nature.

3. Les produits importés ou exportés par la Fondation, strictement nécessaires à l'exercice de ses activités officielles, sont exempts de toute taxe sur le chiffre d'affaires, de tous droits de douane et autres impôts ou redevances et de toutes prohibitions ou restrictions à l'importation, sans préjudice des dispositions nationales relatives à la protection du patrimoine artistique ou culturel des Etats signataires.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes en droits qui ne constituent en fait que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Article 2

1. La circulation des publications et autres matériels d'information expédiés par la Fondation ou à cette dernière dans le cadre de ses activités officielles n'est soumise à aucune restriction.

2. Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, la Fondation bénéficie sur le territoire de chaque Etat signataire du traitement accordé par cet Etat aux organisations internationales.

Article 3

La Fondation peut recevoir et détenir tous fonds, devises, numéraires ou valeurs mobilières. Elle peut en disposer librement pour l'exercice de ses activités officielles dans la mesure nécessaire pour faire face à ses engagements, sous réserve des dispositions relatives au contrôle des changes prévu par les règlements nationaux et accords internationaux.

Article 4

Si une expropriation des biens et avoirs de la Fondation est nécessaire à des fins d'utilité publique, toutes dispositions seront prises afin d'empêcher qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions de la Fondation et une indemnité prompte, adéquate et effective lui sera versée.

CHAPITRE II
REGIME APPLICABLE AUX MEMBRES DU CONSEIL DE LA FONDATION, AU SECRETAIRE GENERAL ET AUX AUTRES PERSONNES RELEVANT DE LA FONDATION

Article 5

Les membres du Conseil de la Fondation jouissent pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance des lieux d'activité, de toutes les facilités administratives nécessaires accordées habituellement aux membres des organisations internationales, notamment en matière d'entrée, de sortie et de séjour.

Article 6

Dans le cadre de leur législation nationale, les Etats signataires, en étroite collaboration avec la Fondation, prennent toutes les mesures en leur pouvoir afin d'accorder aux autres personnes participant aux travaux de la Fondation toutes les facilités administratives nécessaires, notamment en matière d'entrée, de sortie, de séjour et de change.

Article 7

Le Secrétaire général et le personnel joussent :

a) avec les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes exceptions aux dispositions limitant l'immigration et réglant l'enregistrement des étrangers que celles généralement reconnues aux membres du personnel des organisations internationales;

b) en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des mêmes privilèges que ceux généralement reconnus aux membres du personnel des organisations internationales;

c) du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets personnels sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays où le droit est exercé;

d) du droit d'importer en franchise à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé leur automobile affectée à leur usage personnel acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci, et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un ou l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays intéressé.

Article 8

1. Les dispositions régissant les rapports de la Fondation avec le personnel définiront le régime des prestations sociales applicables au Secrétaire général et au personnel.

2. En cas d'absence de protection dans le cadre des dispositions prévues au paragraphe 1, les personnes visées à ce paragraphe peuvent opter entre l'application de la législation du pays hôte et l'application de la legislation de l'Etat à laquelle elles ont été soumises en dernier lieu ou de l'Etat dont elles sont ressortissantes.

3. Cette option, qui ne peut être exercée qu'une seule fois, prend effet à la date d'entrée au service de la Fondation.

4. Les modalités de la mise en oeuvre de l'option, de même que celles de la dispense d'assujettissement découlant du paragraphe 1, seront précisées par voie d'accord entre la Fondation et le pays hôte.

Article 9

1. a) Dans les conditions et suivant la procédure

proposées par le Conseil de la Fondation et approuvées par les Etats signataires statuant dans le délai d'un an à compter de la constitution de la Fondation, le Secrétaire général et le personnel seront soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements, émoluments et indemnités versés par elle. A compter de la date à laquelle cet impôt sera appliqué, lesdits traitements, émoluments et indemnités seront exempts d'impôts nationaux sur le revenu, les Etats signataires se réservant la possibilité de faire de ces traitements, émoluments et indemnités pour le calcul du montant de l' impôt à percevoir sur les revenns d'autres sources.

b) La Fondation remettra chaque année à tous les bénéficiaires une fiche spécifiant le montant des traitements, émoluments et indemnités qu'elle leur a versés au cours de l'année précédente. Cette fiche mentionnera le montant de l'impôt perçu par la Fondation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne sont pas applicables aux rentes et pensions versées par la Fondation.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GENERALES

Article 10

1. Les privilèges et facilités accordés par le présent protocole le sont exclusivement dans l'intérêt de la Fondation et non pour l'avantage personnel des bénéficiaires.

2. Les activités officielles de la Fondation au sens du présent protocole sont les activités non lucratives nécessaires à l'accomplissement des buts et objectifs prévus par l'accord, ainsi que celles par lesquelles elle assure son fonctionnement administratif.

Article 11

Les dispositions du présent protocole ne peuvent mettre en cause le droit pour chacun des Etats signataires de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 12

Les Etats signataires ne sont pas tenus d'accorder à leurs propres ressortissants et aux résidents permanents les privilèges mentionnés aux articles 5, 6 et 7.

Article 13

Les biens importés ou acquis sous le bénéfice des dispositions du présent protocole ne peuvent être par la suite vendus, cédés ou loués qu'aux conditions fixées par les dispositions en vigueur dans les Etats qui ont accordé les exemptions.

Article 14

1. Les dispositions du présent protocole seront appliquées dans un esprit d'étroite coopération par les organes de la Fondation et les autorités compétentes des Etats signataires en vue de faciliter, dans le respect de l'indépendance de la Fondation, une bonne administration de la justice et l'application de la législation sociale, des réglements de police, de sécurité ou de santé publique ainsi que des règlements concernant le change, et en vue d'empêcher tout abus des privilèges et facilités prévus par le protocole. La procédure de coopération mentionnée dans le présent paragraphe pourra être précisée dans les accords complémentaires prévus à l'article 15.

2. Les noms, qualités et adresses des personnes bénéficiant des dispositions des articles 5 à 9, la régime qui leur est applicable, le montant de leurs traitements bruts ainsi que les impôts perçus par la Fondation sur ceux-ci et sur leurs émoluments et indemnités sont communiqués aux governements des Etats signataires.

Article 15

Des accords complémentaires peuvent être conclu entre la Fondation et un ou plusieurs Etats signataire en vue de l'exécution et de l'application du présen protocole.

Article 16

Les dispositions de l'article 24 de l'accord sont applicables aux différends relatifs au présent protocole.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 17

1. Le présent protocole s'applique au territoire européen des Etats signataires, aux départments français d'outre-mer ainsi qu'aux territoires français d'outre-mer.

2. Par dérogation au paragraphe 1, le présent protocole ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre; il ne s'applique pas non plus aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man sauf si le governement du Royaume-Uni déclare qu'il s'applique à un ou plusieurs de ces territoires.

3. Le présent protocole ne s'applique pas aux îles Féroé. Toutefois, le gouvernement du Royaume du Danemark peut notifier au gouvernement de la République française qu'il est applicable à ce territoire.

4. Tout Etat signataire peut déclarer, par notification au gouvernement de la République française, au moment de la signature ou de la notification de l'accomplissement des procédures d'approbation du présent protocole, ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, que le protocole s'appliquera à celui ou à ceux des territoires situés en dehors de l'Europe désignés dans ladite déclaration dont il assure les relations internationales.

Article 18

1. Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée.

2. Le présent protocole est soumis à approbation selon les procédures propres aux Etats signataires, lesquels notifient au gouvernement de la République française l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.

3. Le présent protocole entre en vigueur un mois après que tous les Etats signataires de l'accord ont effectué auprès du gouvernement de la République française la notification prévue au paragraphe 2.

Article 19

L'adhésion au présent protocole de tout nouvel Etat membre de la Communauté s'edffectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion aupès du gouvernement de la République française et prend effet à partir de cet acte.

Article 20

Le gouvernement de la République française notifie aux Etats signataires:

a) toute notification de l'accomplissement des procédures d'approbation ou tout dépôt d'un instrument d'adhésion;

b) l'entrée en vigueur du présent protocole;

c) toute déclaration ou notification effectuée en vertu de l'article 17.

Article 21

Le présent protocole, rédigé en langue allemande, en langue anglaise, en langue danoise, en langue française, en langue grecque, en langue irlandaise, en langue italienne et en langue néerlandaise, les huit textes faisant également foi, est déposé dans les archives du gouvernement de la République française qui remet une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires.

PROTOCOLE

SUR LES IMMUNITES DE LA FONDATION EUROPEENE, OUVERT A LA SIGNATURE DES ETATS SIGNATAIRES DE L'ACCORD INSTITUANT CETTE FONDATION FAIT A BRUXELLES LE 29 MARS 1982

LES ETATS SIGNATAIRES DU PRESENT PROTOCOLE,

DESIREUX de définir les immunités nécessaires au bon fonctionnement de cette Fondation,

SONT CONVENUS des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER
REGIME APPLICABLE A LA FONDATION

Article 1

Dans le cadre de ses activités officielles, la Fondation européenne, ci-après dénommée «Fondation», bénéficie de l'immunité d'exécution sur le territoire des Etats signataires du présent protocole, ci-après dénommés «Etats signataires», sauf :

a) en cas d'action civile intentée par un tiers pourles dommages résultant d'un accident causé par un véhicule appartenant à la Fondation ou circulant pour son compte, ainsi qu'en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile concernant le véhicule précité;

b) en cas d'exécution d'une décision arbitrale prononcée en application d'ne disposition de l'accord instituant la Fondation européenne, ci-après dénommé «accord», ou du présent protocole;

c) en cas de saisie-arrêt, ordonnée par décision des autorités juridiciaires, sur les traitements, émoluments et indemnités dus par la Fondation à un membre de son personnel, tel que défini dans le statut qui sera arrêté par les Etats parties à l'accord en vertu de l'article 12 de l'accord, ci-après dénommé «personnel»;

d) dans le cas où le conseil de la Fondation a, dans un cas particulier. renoncé au bénéfice de la présente disposition.

Article 2

1. L'entrée dans les locaux et bâtiments de la Fondation est soumise à l'autorisation du Secrétaire général de la Fondation. En cas d'incendie ou d'autres sinistres exigeant des mesures de protection immédiates, cet accord est supposé exister. La remise d'une plainte ou d'autres documents se référant à une procédure contre la Fondation, dans les bâtiments de celle-ci, ne porte pas atteinte à l'immunité.

2. La Fondation ne permettra pas que ses locaux et bâtiments servent de refuge à toute personne poursuivie à la suite d'un crime ou d'un délit flagrant ou d'un arrêté d'expulsion.

3. Les archives de la Fondation et tous les documents lui appartenant ou étant en sa possession sont inviolables.

Article 3

Les biens et avoirs de la Fondation ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire telle que réquisition. confiscation ou saisie conservatoire, sauf dans les cas prévus à l'article 1a), b) et et d), ou si cela est temporairement nécessaire pour prévenir et, le cas échéant, enquêter sur des accidents dans lesquels seraient impliqués des véhicules apprtenant à la Fondation ou exploités en son nom.

CHAPITRE II

REGIME APPLICABLE AUX MEMBRES DU CONSEIL DE LA FONDATION, AU SECRETAIRE GENERAL ET AUX AUTRES PERSONNES RELEVANT DE LA FONDATION

Article 4

Les membres du Conseil de la Fondation jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance des lieux d'activité, de l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris les paroles et écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions et dans la limite de leurs attributions, sauf en cas d'infraction à la réglementation de la circulation et en cas de dommages causés par un véhicule appartenant à l'un d'eux ou conduit par celui-ci.

Article 5

Le Secrétaire général et le personnel de la Fondation jouissent, même après qu'ils ont cessé d'être au service de la Fondation, de l'immunité de juridiction pour les actes, y compris les paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et dans la limite de leurs attributions, sauf en cas d'infraction à la réglementation de la circulation et en cas de dommages causés par un véhicule appartenant à l'un d'eux ou conduit par celui-ci.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GENERALES

Article 6

1. Les immunités accordées par le présent protocole le sont exclusivement dans l'intérêt de la Fondation et non pour l'avantage personnel des bénéficiaires.

2. Les activités officielles de la Fondation au sens du présent protocole sont les activités non lucratives nécessaires à l'accomplissement des buts et obsectifs prévus par l'accord, ainsi que celles par lesquelles elle assure son fonctionnement administratif.

3. Le Comité exécutif de la Fondation a non seulement le droit mais encore le devoir de lever l'immunité si celle-ci entrave l'action de la justice et si elle peut être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle a été accordée.

Article 7.

Les dispositions du présent protocole ne peuvent mettre en cause le droit pour les Etats signataires de

prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de leur sécurité.

Article 8

Les dispositions du présent protocole seront appliquées dans un esprit d'étroite coopération par les organes de la Fondation et les autorités compétentes des Etats signataires en vue de faciliter, dans le respect de l'indépendance de la Fondation, une bonne administration de la justice et l'application des règlements de police, de sécurité ou de santé publique, et en vue d'empêcher tout abus des immunités prévues par le protocole.

Article 9

Les dispositions de l'article 24 de l'accord sont applicables aux différends relatifs au présent protocole.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 10

1. Le présent protocole s'applique au territoire européen des Etats signataires.

2. Tout Etat signataire peut déclarer, par notification au gouvernement de la République française, au moment de la signature ou de la notification de l'aacomplissement des procédures d'approbation du protocole, ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, que le protocole s'appliquera à celui ou à ceux des territoires situés en dehors de l'Europe désignés dans ladite déclaration dont il assure les relations internationales.

Article 11

1. Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée.

2. Le présent protocole est soumis à approbation selon les procédures propres aux Etats signataires, lesquels notifient au gouvernement de la République française l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.

3. Le présent protocole entre en vigueur un mois après que neuf Etats signataires de l'accord, y compris la République française, ont effectué auprès du gouvernement de la République française la notification prévue au paragraphe 2.

Article 12

L'adhésion au présent protocole de tout nouvel Etat membre de la Communauté s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du gouvernement de la République française et prend effet à partir de cet acte.

Article 13

Le gouvernement de la République française notifie aux Etats signataires:

a) toute notification de l'accomplissement des procédures d'approbation ou tout dépôt d'un instrument d'adhésion;

b) l'entrée en vigueur du présent protocole;

c) toute déclaration ou notification effectuée en vertu de l'article 10.

Article 14

Le présent protocole rédigé en langue allemande, en langue anglaise, en langue danoise, en langue française, en langue grecque, en langue irlandaise, en langue italienne et en langue néerlandaise, les huit textes faisant également foi, est déposé dans les archives du gouvernement de la République française qui remet une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires.

Πρωτόκολλο για τα προνόμια του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος.

Τα Κράτη που υπέγραψαν τη συμφωνία για την ίδρυση Ευρωπαϊκού Ιδρύματος που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 29 Μαρτίου 1982,

Επιθυμώντας να ορίσουν τα προνόμια που είναι απαραίτητα για την καλή λειτουργία του Ιδρύματος αυτού,

Συμφώνησαν για τις ακόλουθες διατάξεις:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι

Καθεστώς που διέπει το Ίδρυμα.

Άρθρο 1.

1. Στο πλαίσιο των υπηρεσιακών δραστηριοτήτων του, το Ίδρυμα, τα στοιχεία ενεργητικού του, τα έσοδα και τα λοιπά περιουσιακά του στοιχεία απαλλάσσονται από όλους τους άμεσους φόρους.

2. Όταν το Ίδρυμα πραγματοποιεί σημαντικές αγορές περιουσιακών στοιχείων ή υπηρεσιών που είναι απολύτως απαραίτητες για την άσκηση των υπηρεσιακών δραστηριοτήτων του και των οποίων η τιμή περιλαμβάνει έμμεσους φόρους ή τέλη επί των πωλήσεων, τα κράτη που υπέγραψαν το παρόν πρωτόκολλο, που στο εξής καλούνται τα «υπογράφοντα κράτη» λαμβάνουν τα απαραίτητα μέτρα για την έκπτωση ή επιστροφή του ποσού των φόρων και των τελών αυτής της φύσεως.

3. Τα προϊόντα που εισάγονται ή εξάγονται από το Ίδρυμα και που είναι απολύτως απαραίτητα για την άσκηση των υπηρεσιακών δραστηριοτήτων του απαλλάσσονται από κάθε φόρο κύκλου εργασιών, από όλους τους δασμούς και άλλους φόρους ή τέλη, απαγορεύσεις ή περιορισμούς στην εισαγωγή, με την επιφύλαξη των εθνικών διατάξεων σχετικά με την προστασία της καλλιτεχνικής ή πολιτιστικής κληρονομιάς των υπογραφόντων κρατών.

Δεν παρέχονται απαλλαγές όσον αφορά τους φόρους, τέλη και δικαιώματα που επιβάλλονται ως ανταπόδοση για παροχές υπηρεσιών κοινής ωφέλειας.

Άρθρο 2.

1. Η κυκλοφορία των εκδόσεων και άλλων υλικών πληροφόρησης που αποστέλλονται από το Ίδρυμα ή προς αυτό στο πλαίσιο των υπηρεσιακών δραστηριοτήτων του δεν υπόκεινται σε κανένα περιορισμό.

2. Το Ίδρυμα απολαύει για την υπηρεσιακή του επικοινωνία και τη διακίνηση των εγγράφων του, στο έδαφος κάθε υπογράφοντος κράτους, της μεταχείρισης που επιφυλάσσεται από το κράτος αυτό στους διεθνείς οργανισμούς.

Άρθρο 3.

Το Ίδρυμα μπορεί να λαμβάνει και να κατέχει κεφάλαια, συνάλλαγμα, μετρητά ή κινητές αξίες κάθε είδους. Μπορεί να τα διαθέτει ελεύθερα για την άσκηση των υπηρεσιακών του δραστηριοτήτων στο μέτρο που είναι απαραίτητο για να ανταπεξέλθει στις υποχρεώσεις του, με την επιφύλαξη των διατάξεων σχετικά με τον έλεγχο συναλλάγματος που προβλέπεται από τις εθνικές ρυθμίσεις και τις διεθνείς συμφωνίες.

Άρθρο 4.

Αν για λόγους δημόσιας ωφέλειας καταστεί αναγκαία η απαλλοτρίωση στοιχείων του ενεργητικού και περιουσιακών στοιχείων του Ιδρύματος, θα θεσπισθούν όλες οι αναγκαίες διατάξεις ώστε να μη δημιουργηθούν προσκόμματα στην άσκηση των λειτουργιών του Ιδρύματος και θα του καταβληθεί γρήγορα και αποτελεσματικά ανάλογη αποζημίωση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ

Καθεστώς που διέπει τα Μέλη του Συμβουλίου του Ιδρύματος, το Γενικό Γραμματέα και τα άλλα πρόσωπα που έχουν σχέση με το Ίδρυμα.

Άρθρο 5.

Τα μέλη του Συμβουλίου του Ιδρύματος, κατά την άσκηση των καθηκόντων τους και κατά τα ταξίδια τους προς και από τους τόπους των δραστηριοτήτων, απολαύουν όλων των απαραίτητων διοικητικών διευκολύνσεων που παρέχονται συνήθως στα μέλη των διεθνών οργανώσεων, ιδίως όσον αφορά την είσοδο, την έξοδο και την παραμονή.

Άρθρο 6.

Στο πλαίσιο της εθνικής τους νομοθεσίας, τα υπογράφοντα κράτη, σε στενή συνεργασία με το Ίδρυμα, παίρνουν όλα τα μέτρα, προκειμένου να παρέχουν στα άλλα πρόσωπα που συμμετέχουν στις εργασίες του Ιδρύματος όλες τις απαραίτητες διοικητικές διευκολύνσεις, και κυρίως όσον αφορά την είσοδο, την έξοδο, την παραμονή και το συνάλλαγμα.

Άρθρο 7.

Ο Γενικός Γραμματέας και το προσωπικό απολαύουν:

α) μαζί με τα συνοικούντα μέλη των οικογενειών τους, των ιδίων εξαιρέσεων από τους περιορισμούς διακινήσεως και τις διατυπώσεις εγγραφής στα μητρώα αλλοδαπών, που παρέχονται γενικά στα μέλη του προσωπικού των διεθνών οργανώσεων,

β) όσον αφορά τις νομισματικές ρυθμίσεις ή τις ρυθμίσεις περί συναλλάγματος, των ίδιων προνομίων που αναγνωρίζονται γενικά στα μέλη του προσωπικού των διεθνών οργανώσεων,

γ) του δικαιώματος να εισάγουν ατελώς την οικοσκευή και τα προσωπικά τους είδη κατά την πρώτη ανάληψη των καθηκόντων τους στην ενδιαφερόμενη χώρα και του δικαιώματος να επανεξάγουν ατελώς την οικοσκευή και τα προσωπικά τους είδη, κατά τη λήξη της θητείας τους, στην εν λόγω χώρα, με την επιφύλαξη και στις δύο περιπτώσεις των όρων που κρίνονται αναγκαίοι από την κυβέρνηση της χώρας στην οποία ασκείται το δικαίωμα,

δ) του δικαιώματος να εισάγουν ατελώς, κατά την πρώτη ανάληψη των καθηκόντων τους στην ενδιαφερόμενη χώρα, το αυτοκίνητο που προορίζεται για προσωπική τους χρήση, το οποίο έχει αποκτηθεί στη χώρα της τελευταίας τους διαμονής ή στη χώρα της οποίας είναι υπήκοοι, σύμφωνα με τους όρους του εσωτερικού εμπορίου αυτής και να το επανεξάγουν ατελώς, με την επιφύλαξη και στις δύο περιπτώσεις των όρων που κρίνονται αναγκαίοι από την κυβέρνηση της ενδιαφερόμενης χώρας.

Άρθρο 8.

1. Οι διατάξεις που διέπουν τις σχέσεις του Ιδρύματος με το προσωπικό θα καθορίζουν το καθεστώς των κοινωνικών παροχών που εφαρμόζεται για το Γενικό Γραμματέα και το προσωπικό.

2. Εφόσον δεν παρέχεται κάλυψη στο πλαίσιο των διατάξεων που προβλέπονται στην παράγραφο 1, τα πρόσωπα που αναφέρονται στην παράγραφο αυτή μπορούν να διαλέξουν ανάμεσα στην εφαρμογή της νομοθεσίας της φιλοξενούσας χώρας και την εφαρμογή της νομοθεσίας του κράτους στην οποία υπάγονταν τελευταία ή του κράτους του οποίου είναι υπήκοοι.

3. Η επιλογή αυτή, που μπορεί να γίνει μόνο μία φορά, αποκτά ενέργεια κατά την ημερομηνία της εισόδου στην υπηρεσία του Ιδρύματος.

4. Οι λεπτομέρειες της εφαρμογής της επιλογής, όπως και αυτές της απαλλαγής από την υποχρέωση συμμόρφωσης που προκύπτει από την παράγραφο 1, θα καθοριστούν με συμφωνία ανάμεσα στο Ίδρυμα και τη φιλοξενούσα χώρα.

Άρθρο 9.

1. α) Επί των αποδοχών, λοιπών αμοιβών και αποζημιώσεων που καταβάλλει το Ίδρυμα στο Γενικό Γραμματέα και το προσωπικό, επιβάλλεται φόρος υπέρ του Ιδρύματος σύμφωνα με τους όρους και τη διαδικασία που προτείνει το Συμβούλιο του Ιδρύματος και που εγκρίνουν τα υπογράφοντα κράτη εντός προθεσμίας ενός έτους από τη σύσταση του Ιδρύματος. Από την ημερομηνία επιβολής του φόρου αυτού, οι εν λόγω αποδοχές, λοιπές αμοιβές και αποζημιώσεις θα απαλλάσσονται από τους εθνικούς φόρους εισοδήματος. Τα υπογράφοντα κράτη διατηρούν τη δυνατότητα να λαμβάνουν υπόψη τις αποδοχές, λοιπές αμοιβές και αποζημιώσεις αυτές για τον υπολογισμό του ποσού του φόρου που πρέπει να εισπράττεται για τα εισοδήματα από άλλες πηγές.

β) Το Ίδρυμα θα παρέχει κάθε χρόνο σε όλους τους δικαιούχους ένα δελτίο στο οποίο θα προσδιορίζεται το ποσό των αποδοχών, λοιπών αμοιβών και αποζημιώσεων που τους κατέβαλε κατά τό προηγούμενο έτος και θα αναφέρεται το ποσό του φόρου που εισέπραξε το Ίδρυμα.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 δεν ισχύουν για τις συντάξεις που καταβάλλει το Ίδρυμα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

Γενικές διατάξεις.

Άρθρο 10.

1. Τα προνόμια και οι διευκολύνσεις παρέχονται από το παρόν Πρωτόκολλο αποκλειστικά προς το συμφέρον του Ιδρύματος και όχι προς το προσωπικό όφελος των δικαιούχων.

2. Οι υπηρεσιακές δραστηριότητες του Ιδρύματος κατά την έννοια του παρόντος Πρωτοκόλλου είναι οι μη κερδοσκοπικές δραστηριότητες που απαιτούνται για την εκπλήρωση των σκοπών και των στόχων που προβλέπονται από τη Συμφωνία, καθώς και εκείνες μέσω των οποίων το Ίδρυμα εξασφαλίζει τη διοικητική του λειτουργία.

Άρθρο 11.

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν μπορούν να θέσουν υπό αμφισβήτηση το δικαίωμα κάθε υπογράφοντος κράτους να λαμβάνει όλες τις προφυλάξεις που συντελούν στην ασφάλειά τους.

Άρθρο 12.

Τα υπογράφοντα κράτη δεν είναι υποχρεωμένα να παρέχουν στους υπηκόους και τους μόνιμους κατοίκους τους τα προνόμια που αναφέρονται στα άρθρα 5, 6 και 7.

Άρθρο 13.

Τα περιουσιακά στοιχεία που εισάγονται ή αποκτώνται με το ευεργέτημα των διατάξεων του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν μπορούν στη συνέχεια να πωληθούν, να εκχωρηθούν ή να εκμισθωθούν παρά μόνο υπό τους όρους που καθορίζουν οι ισχύουσες διατάξεις των κρατών που παραχώρησαν τις απαλλαγές.

Άρθρο 14.

1. Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου θα εφαρμόζονται από τα όργανα του Ιδρύματος και των αρμόδιων αρχών των υπογραφόντων κρατών με πνεύμα στενής συνεργασίας προκειμένου να διευκολυνθούν, με ταυτόχρονο σεβασμό της ανεξαρτησίας του Ιδρύματος, η καλή απονομή της δικαιοσύνης, η εφαρμογή της κοινωνικής νομοθεσίας, των κανονισμών της δημόσιας τάξης, της ασφάλειας και της δημόσιας υγείας καθώς και των κανονισμών σχετικά με το συνάλλαγμα, και προκειμένου να εμποδισθεί κάθε κατάχρηση των προνομίων και των διευκολύνσεων που προβλέπει το Πρωτόκολλο. Η διαδικασία συνεργασίας που αναφέρεται στην παρούσα παράγραφο μπορεί να καθοριστεί στις συμπληρωματικές συμφωνίες που προβλέπονται από το άρθρο 15.

2. Τα ονόματα, η υπηρεσιακή θέση και οι διευθύνσεις των προσώπων που απολαύουν των διατάξεων των άρθρων 5

έως 9, το καθεστώς που εφαρμόζεται γι' αυτά, το ποσό των ακαθάριστων αποδοχών τους καθώς και οι φόροι που εισέπραξε το Ίδρυμα επί των αποδοχών αυτών και επί των λοιπών αμοιβών και αποζημιώσεων τους ανακοινώνονται στις κυβερνήσεις των υπογραφόντων κρατών.

Άρθρο 15.

Για την εκτέλεση και την εφαρμογή του παρόντος Πρωτοκόλλου μπορούν να συναφθούν συμπληρωματικές συμφωνίες ανάμεσα στο Ίδρυμα και ένα ή περισσότερα υπογράφοντα κράτη.

Άρθρο 16.

Οι διατάξεις του άρθρου 24 της Συμφωνίας εφαρμόζονται για τις διαφορές σχετικά με το παρόν Πρωτόκολλο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV
Τελικές διατάξεις.

Άρθρο 17.

1. Το παρόν Πρωτόκολλο εφαρμόζεται στο ευρωπαϊκό έδαφος των υπογραφόντων κρατών και στα γαλλικά υπερπόντια διαμερίσματα και εδάφη.

2. Κατά παρέκκλιση από την παράγραφο 1, το παρόν Πρωτόκολλο δεν εφαρμόζεται στις περιοχές κυρίαρχων βάσεων του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και Βορείου Ιρλανδίας στην Κύπρο. Δεν εφαρμόζεται ούτε στις αγγλονορμανδικές νήσους της Μάγχης και στη νήσο Μαν εκτός εάν η Κυβέρνηση του Ηνωμένου Βασιλείου δηλώσει ότι το Πρωτόκολλο εφαρμόζεται σε ένα ή περισσότερα από τα εδάφη αυτά.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο δεν εφαρμόζεται στις νήσους Φερόες. Πάντως, η Κυβέρνηση του Βασιλείου της Δανίας μπορεί να γνωστοποιήσει, στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας, ότι το Πρωτόκολλο εφαρμόζεται στο έδαφος αυτό.

4. Κάθε υπογράφον κράτος μπορεί να δηλώσει, με κοινοποίηση στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας, κατά τη στιγμή της υπογραφής ή της γνωστοποίησής του ότι περατώθηκαν οι διαδικασίες έγκρισης του παρόντος Πρωτοκόλλου, ή της προσχώρησης σ' αυτό, ή σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη στιγμή, ότι το Πρωτόκολλο εφαρμόζεται και σ' εκείνο ή εκείνα τα εκτός Ευρώπης εδάφη που ορίζονται από την εν λόγω δήλωση και των οποίων εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις.

Άρθρο 18.

1. Το παρόν Πρωτόκολλο συνάπτεται για απροσδιόριστη διάρκεια.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο υποβάλλεται προς έγκριση κατά τις διαδικασίες που ακολουθεί κάθε υπογράφον κράτος τα υπογράφοντα κράτη γνωστοποιούν στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας ότι περατώθηκαν οι αναγκαίες προς τούτο διαδικασίες.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο αρχίζει να ισχύει ένα μήνα αφού όλα τα κράτη που υπέγραψαν τη Συμφωνία προβούν στη γνωστοποίηση προς την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας που προβλέπεται στην παράγραφο 2.

Άρθρο 19.

Η προσχώρηση κάθε νέου κράτους μέλους της Κοινότητας στο παρόν Πρωτόκολλο πραγματοποιείται με την κατάθεση εγγράφου προσχώρησης στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας και παράγει αποτέλεσμα από τη στιγμή της πράξης αυτής.

Άρθρο 20.

Η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας κοινοποιεί στα υπογράφοντα κράτη:

α) κάθε γνωστοποίηση περάτωσης των διαδικασιών έγκρισης και κάθε κατάθεση εγγράφου προσχώρησης,

β) την έναρξη της ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου,

γ) κάθε δήλωση ή κοινοποίηση που πραγματοποιείται δυνάμει του άρθρου 17.

Άρθρο 21.

Το παρόν Πρωτόκολλο συντάσσεται στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ιρλανδική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, τα οκτώ δε κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Το Πρωτόκολλο κατατίθεται στα αρχεία της Κυβέρνησης της Γαλλικής Δημοκρατίας, η οποία διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση καθενός από τα υπογράφοντα Κράτη.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Για τις ασυλίες του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος που υποβάλλεται προς υπογραφή στα Κράτη που υπέγραψαν τη συμφωνία για την ίδρυση του Ιδρύματος αυτού που έγινε στις Βρυξέλλες στις 29 Μαρτίου 1982.

ΤΑ ΚΡΑΤΗ ΠΟΥ ΥΠΟΓΡΑΦΟΥΝ ΤΟ ΠΑΡΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ,

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ να ορίσουν τις ασυλίες που είναι απαραίτητες για την καλή λειτουργία του Ιδρύματος αυτού,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ για τις ακόλουθες διατάξεις:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι
Καθεστώς που διέπει το Ίδρυμα.

Άρθρο 1.

Στο πλαίσιο των επίσημων δραστηριοτήτων του, το Ευρωπαϊκό Ίδρυμα, που στο εξής καλείται «Ίδρυμα», απολαύει αδυναμίας αναγκαστικής εκτελέσεως κατ' αυτού, στο έδαφος των Κρατών που υπογράφουν το παρόν Πρωτόκολλο και που καλούνται στο εξής «υπογράφοντα κράτη», εκτός:

α) σε περίπτωση αστικής αγωγής που εγείρει τρίτος για τις ζημίες που προκύπτουν από ατύχημα που προκλήθηκε από όχημα το οποίο ανήκει στο Ίδρυμα ή κυκλοφορούσε για λογαριασμό του, καθώς και σε περίπτωση παράβασης των κανονισμών της τροχαίας κινήσεως που αφορούν το παραπάνω όχημα,

β) σε περίπτωση εκτέλεσης διαιτητικής απόφασης που εκδόθηκε κατ' εφαρμογή μιας διάταξης της Συμφωνίας για την ίδρυση του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος, που στο εξής θα καλείται «Συμφωνία» ή του παρόντος Πρωτοκόλλου,

γ) σε περίπτωση κατάσχεσης που διατάχθηκε από τις δικαστικές αρχές για τις αποδοχές, τις λοιπές αμοιβές και τις αποζημιώσεις που οφείλει το Ίδρυμα σε ένα μέλος του προσωπικού του, όπως ορίζεται στον κανονισμό υπηρεσιακής κατάστασης που θα θεσπιστεί από τα κράτη μέρη της Συμφωνίας δυνάμει του άρθρου 12 της Συμφωνίας και που στο εξής θα καλείται «προσωπικό»,

δ) στην περίπτωση που το Συμβούλιο του Ιδρύματος παραιτηθεί, σε μια συγκεκριμένη περίπτωση, από το ευεργέτημα της παρούσας διάταξης.

Άρθρο 2.

1. Η είσοδος στους χώρους και τα κτίρια του Ιδρύματος υπόκειται στην άδεια του Γενικού Γραμματέα του Ιδρύματος. Σε περίπτωση πυρκαϊάς ή άλλων καταστροφών που απαιτούν άμεσα μέτρα προστασίας, η συγκατάθεση αυτή υποτίθεται ότι υπάρχει. Η επίδοση μηνύσεως, ή άλλων εγγράφων σχετικών με διαδικασία κατά του Ιδρύματος, στα κτίρια του τελευταίου, δεν θίγει την ασυλία.

2. Το Ίδρυμα δεν θα επιτρέψει να χρησιμεύσουν οι χώροι και τα κτίρια του ως καταφύγιο για πρόσωπο που διώκεται για κακούργημα ή πλημμέλημα αυτόφωρο ή κατά του οποίου έχει εκδοθεί διάταγμα απελάσεως.

3. Τα αρχεία του Ιδρύματος και όλα τα έγγραφα που του ανήκουν ή βρίσκονται στην κατοχή του είναι απαραβίαστα.

Άρθρο 3.

Τα περιουσιακά στοιχεία και τα στοιχεία ενεργητικού του Ιδρύματος δεν είναι δυνατό να αποτελέσουν αντικείμενο κανενός αναγκαστικού μέτρου διοικητικής ή δικαστικής αρχής, όπως κατάσχεσης, επίταξης ή συντηρητικής κατάσχεσης, εκτός από τις περιπτώσεις που προβλέπονται στο άρθρο 1, σημεία α', β' και δ', ή στην περίπτωση που αυτό είναι προσωρινά απαραίτητο για την πρόληψη ατυχημάτων στα οποία ενέχονται οχήματα που ανήκουν στο Ίδρυμα ή αποτελούν αντικείμενο εκμετάλλευσης στο όνομά του και ενδεχομένως για τη σχετική ανάκριση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ II

Καθεστώς που διέπει τα μέλη του Συμβουλίου του Ιδρύματος, το Γενικό Γραμματέα και τα άλλα πρόσωπα που έχουν σχέση με το Ίδρυμα.

Άρθρο 4.

Τα μέλη του Συμβουλίου του Ιδρύματος, κατά την άσκηση των καθηκόντων τους και κατά τα ταξίδια τους προς και από τους τόπους των δραστηριοτήτων απολαύουν ετεροδικίας, ακόμη και μετά το τέλος της αποστολής τους, για τις πράξεις στις οποίες προέβησαν, συμπεριλαμβανομένου του προφορικού και γραπτού λόγου, κατά την άσκηση των καθηκόντων τους και εντός των ορίων των εξουσιών τους, εκτός από την περίπτωση παράβασης των κανονισμών οδικής κυκλοφορίας και σε περίπτωση ζημιών που προκαλούνται από όχημα που ανήκει σε ένα από τα μέλη ή που οδηγείται από το μέλος αυτό.

Άρθρο 5.

Ο Γενικός Γραμματέας και το προσωπικό απολαύουν, ακόμη και αφού πάψουν να είναι στην υπηρεσία του Ιδρύματος, ετεροδικίας για τις πράξεις στις οποίες προέβησαν, συμπεριλαμβανομένου του προφορικού και γραπτού λόγου, κατά την άσκηση των καθηκόντων τους και εντός των ορίων των εξουσιών τους, εκτός από την περίπτωση παράβασης των κανονισμών οδικής κυκλοφορίας και σε περίπτωση ζημιών που προκαλούνται από όχημα που ανήκει ή οδηγείται από έναν από αυτούς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 6.

1. Οι ασυλίες παρέχονται από το παρόν Πρωτόκολλο αποκλειστικά προς το συμφέρον του Ιδρύματος και όχι προς το προσωπικό όφελος των δικαιούχων.

2. Οι υπηρεσιακές δραστηριότητες του Ιδρύματος κατά την έννοια του παρόντος Πρωτοκόλλου είναι οι μη κερδοσκοπικές δραστηριότητες που απαιτούνται για την εκπλήρωση των σκοπών και των στόχων που προβλέπονται από τη Συμφωνία, καθώς και εκείνες μέσω των οποίων το Ίδρυμα εξασφαλίζει τη διοικητική του λειτουργία.

3. Η Εκτελεστική Επιτροπή του Ιδρύματος έχει όχι μόνο το δικαίωμα αλλά ακόμη και την υποχρέωση να άρει την ασυλία εάν αυτή παρεμποδίζει τη δράση της δικαιοσύνης και εάν αυτή μπορεί να αρθεί χωρίς να τεθούν σε κίνδυνο οι σκοποί για τους οποίους παραχωρήθηκε.

Άρθρο 7.

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν μπορούν να θέσουν υπό αμφισβήτηση το δικαίωμα κάθε υπογράφοντος Κράτους να λαμβάνει όλες τις προφυλάξεις που συντελούν στην ασφάλειά του.

Άρθρο 8.

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου θα εφαρμόζονται από τα όργανα του Ιδρύματος και των αρμόδιων αρχών των υπογραφόντων κρατών με πνεύμα στενής συνεργασίας, προκειμένου να διευκολυνθούν, με το σεβασμό της ανεξαρτησίας του Ιδρύματος, η καλή απονομή της δικαιοσύνης και η εφαρμογή των κανονισμών της δημόσιας τάξης, της ασφάλειας ή της δημόσιας υγείας και προκειμένου να εμποδισθεί κάθε κατάχρηση των ασυλιών που προβλέπει το Πρωτόκολλο.

Άρθρο 9.

Οι διατάξεις του άρθρου 24 της Συμφωνίας εφαρμόζονται για τις διαφορές σχετικά με το παρόν Πρωτόκολλο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV

Τελικές διατάξεις.

Άρθρο 10.

1. Το παρόν Πρωτόκολλο εφαρμόζεται στο ευρωπαϊκό έδαφος των υπογραφόντων κρατών.

2. Κάθε υπογράφον κράτος μπορεί να δηλώσει, με κοινοποίηση στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας, κατά τη στιγμή της υπογραφής ή της γνωστοποίησής του ότι περατώθηκαν οι διαδικασίες έγκρισης του Πρωτοκόλλου ή της προσχώρησης σ' αυτό ή σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη στιγμή ότι το Πρωτόκολλο εφαρμόζεται και σ' εκείνο ή εκείνα τα εκτός Ευρώπης εδάφη που ορίζονται από την εν λόγω δήλωση, και των οποίων εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις.

Άρθρο 11.

1. Το παρόν Πρωτόκολλο συνάπτεται για απροσδιόριστη διάρκεια.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο υποβάλλεται προς έγκριση κατά τις διαδικασίες που ακολουθεί κάθε υπογράφον κράτος· τα υπογράφοντα κράτη γνωστοποιούν στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας, ότι περατώθηκαν οι αναγκαίες προς τούτο διαδικασίες.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο αρχίζει να ισχύει ένα μήνα αφού εννέα από τα κράτη που υπέγραψαν τη Συμφωνία, μεταξύ των οποίων και η Γαλλική Δημοκρατία, προβούν στη γνωστοποίηση προς την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας που προβλέπεται στην παράγραφο 2.

Άρθρο 12.

Η προσχώρηση κάθε νέου κράτους μέλους της Κοινότητας στο παρόν Πρωτόκολλο πραγματοποιείται με την κατάθεση εγγράφου προσχώρησης στην Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας και παράγει αποτελέσματα από τη στιγμή της πράξης αυτής.

Άρθρο 13.

Η Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας κοινοποιεί στα υπογράφοντα κράτη:

α) κάθε γνωστοποίηση περάτωσης των διαδικασιών έγκρισης και κάθε κατάθεση εγγράφου προσχώρησης,

β) την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου,

γ) κάθε δήλωση ή κοινοποίηση που πραγματοποιείται δυνάμει του άρθρου 10.

Άρθρο 14.

Το παρόν Πρωτόκολλο συντάσσεται στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ιρλανδική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, τα δε οκτώ κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Το Πρωτόκολλο κατατίθεται στα αρχεία της Κυβέρνησης της Γαλλικής Δημοκρατίας, η οποία διαβιβάζει επικυρωμένο αντίγραφο στην Κυβέρνηση καθενός από τα υπογράφοντα Κράτη.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 12 Μαΐου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ **Α. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ**	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ **ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ**
ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ**	ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ **ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ**
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ **Α.-Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ**	ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ **ΜΑΡΚΟΣ ΝΑΤΣΙΝΑΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Μαΐου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ